

**NOTE**

---

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail IV sur les parlements nationaux
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 10 juillet 2002

---

**I. Rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne**

1. M. Andreas Maurer (Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin), à titre d'introduction, a présenté son étude (cf. document de travail n° 8 du 9 juillet), en soulignant notamment les points suivants:
  - au-delà de la question du contrôle du respect de la subsidiarité, on peut déceler dans l'UE un déficit du contrôle parlementaire dans d'autres domaines tels que la politique étrangère, la justice et les affaires intérieures, l'application de la "méthode ouverte de coordination" et le processus de prise de décision au niveau international dans lequel l'Union va devoir désormais intervenir (Bâle II, OMC);
  - un des aspects essentiels du rôle des parlements nationaux (PN) devrait être de veiller à ce que les citoyens soient informés sur la genèse de la législation de l'UE;
  - les principaux indicateurs de l'efficacité du contrôle qui est exercé par les PN sur l'action de leur gouvernement au sein du Conseil sont la portée, le calendrier et la gestion ainsi que l'impact de ce contrôle; M. Maurer recommande en particulier de procéder en temps voulu au contrôle du respect de la subsidiarité, lequel devrait être étendu aux livres verts et blancs ainsi qu'au programme législatif annuel de la Commission;
  - le contrôle des PN devrait couvrir l'action au niveau du Coreper et des groupes de travail.
2. Le groupe a procédé à un échange de vues et un certain nombre de questions ont été adressées à M. Maurer. Cette discussion, ainsi que les réponses données par M. Maurer, a porté également sur les aspects suivants:
  - la fonction essentielle des PN consiste à sensibiliser l'opinion publique et à assurer l'adhésion des citoyens au travail de législation mené par l'UE, qui conduise à une "appropriation";

- l'attention particulière avec laquelle il conviendra d'analyser dans quelle mesure les dispositifs existants sont effectivement mis en pratique, et quelles conditions permettraient, concrètement, aux PN d'exercer un contrôle plus satisfaisant;
- la nécessité d'examiner soigneusement dans quelle mesure pourrait être reflété dans le traité l'objectif d'un contrôle accru des PN sur l'action de leur gouvernement au sein du Conseil: une orientation s'est dessinée selon laquelle, si la réglementation de ce contrôle doit rester du ressort du droit national, le traité pourrait promouvoir l'élaboration de bonnes pratiques en reconnaissant un certain nombre de principes généraux;
- la nécessité d'axer le contrôle sur l'aspect politique plutôt que sur l'aspect administratif et, d'une manière générale, l'importance d'éviter que le contrôle *ex ante* par les PN en arrive à paralyser l'œuvre législative de l'UE; il a été reconnu néanmoins que bon nombre de décisions importantes étaient prises au niveau des hauts fonctionnaires (en particulier au Coreper);
- l'importance de renforcer le contrôle des PN sur l'action du Conseil européen en organisant, par exemple, des réunions de la commission chargée des affaires européennes avec le chef d'État ou de gouvernement avant et après une réunion du Conseil européen, comme le font certains parlements;
- l'importance fondamentale, aux fins d'un contrôle plus efficace des PN, d'ouvrir au public les délibérations législatives du Conseil;
- la nécessité d'identifier avec précision les domaines qui, dans la pratique, échappent actuellement à un contrôle efficace au niveau du Parlement européen ou au niveau des PN (tels que la politique agricole commune ou le contrôle budgétaire de budgets séparés tels que le Fonds européen de développement), et d'examiner si la capacité des PN en matière de contrôle est suffisante pour combler les déficits actuels ou s'il serait plus efficace de renforcer le contrôle parlementaire exercé par le PE (à cet égard, il a été noté également que les réformes de la PAC ou de la politique de la pêche étaient parfois bloquées au niveau du Conseil à cause des limitations imposées par les PN à la marge de compromis de leur gouvernement);
- les manières possibles d'accélérer la transmission d'informations aux parlements nationaux, par exemple en envoyant directement aux PN les propositions législatives de la Commission;
- l'importance d'une participation accrue des commissions parlementaires permanentes (c'est-à-dire sectorielles) qui compléterait le contrôle exercé par les commissions chargées des affaires européennes;
- la contribution importante que les PN pourraient apporter à un meilleur suivi de la manière dont la législation de l'UE est mise en œuvre au niveau national.

## **II. Application et contrôle du principe de subsidiarité – Rôle de la Commission européenne**

3. Le Commissaire Michel Barnier a informé le groupe sur la pratique suivie par son institution afin de garantir le respect du principe de subsidiarité (la note d'intervention à ce sujet sera diffusée dans un document de travail séparé). Il a rappelé que le respect du principe de subsidiarité relève de la responsabilité conjointe des trois institutions de l'UE et a ajouté qu'un tiers des propositions législatives découlait d'obligations juridiques internationales, un autre tiers étant lié à l'évolution de la situation sur les plan social, économique ou technique et l'autre partie résultant de demandes émanant d'une institution de l'UE ou d'un État membre.
4. En outre, le Commissaire Barnier a expliqué les efforts déployés par la Commission pour incorporer de manière systématique dans ses méthodes de travail le principe de subsidiarité, conformément à sa communication de 1992 sur ce sujet. La Commission applique les dispositions du protocole d'Amsterdam sur la motivation et la consultation, et présente chaque année au Conseil européen un rapport qui couvre entre autres l'application du principe de subsidiarité. De plus, la Commission a l'intention d'entreprendre d'ici la fin de l'année une étude d'impact concernant ses initiatives politiques et législatives, qui permettra de mieux évaluer la nécessité d'une action communautaire dans le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. M. Barnier a relevé le rôle important des PN qui, lorsqu'ils exercent leur contrôle sur l'action de leur gouvernement au niveau de l'UE, veillent au respect du principe de subsidiarité. Le groupe a souligné la nécessité d'accompagner tout projet de législation d'un exposé des motifs clair et détaillé et la possibilité que le programme législatif annuel de la Commission soit l'occasion pour les PN d'exercer leur vigilance quant à l'application du principe de subsidiarité.

## **III. Suivi et préparation de la prochaine réunion**

5. Le président a indiqué qu'une réunion conjointe avec le groupe de travail sur la subsidiarité aurait lieu le 22 juillet (matinée) et que la réunion du 18 juillet serait consacrée à la préparation de cette séance conjointe. Il a invité les membres à communiquer, avant cette réunion, leurs points de vue respectifs sur le rôle des PN en ce qui concerne le contrôle du principe de subsidiarité.